

**ÉVALUATION MULTISECTORIELLE****Axes Katchungu - Lulingu et Kaligila - Fungamukaba
Territoires de SHABUNDA (Sud Kivu) et de PUNIA (Maniema), Février 2015****I. Contexte dans la zone d'évaluation**

Au cours de l'année 2014, le territoire de Shabunda a connu une très forte instabilité, marquée par de nombreux affrontements entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et différents groupes Raïa Mutomboki (RM). Ces conflits se sont accompagnés de violences et d'exactions envers les populations civiles, contraignant de nombreux ménages à se déplacer pour des durées variables, allant de quelques jours à plusieurs années. Selon OCHA, le territoire de Shabunda comptait au 31 décembre 2014 113 050 personnes déplacées, dont plus de 26 600 nouveaux déplacés pour le seul 4^e trimestre 2014. Ces personnes sont souvent accueillies en famille d'accueil, accentuant la pression sur les faibles ressources dont disposent ces ménages structurellement vulnérables.

Dans le même temps, des opérations militaires d'envergure ont permis aux FARDC de reprendre le contrôle de larges pans du territoire, notamment sur les axes Matili – Penekusu – Kalole ou Lubimbe – Kigulube, permettant le retour des populations qui avaient fui ces zones. En conséquence, OCHA recensait 73 715 retournés au sein du territoire de Shabunda au 31 décembre 2014.

La Zone de Santé (ZS) de Lulingu a été particulièrement affectée par ces conflits et a connu des mouvements de populations extrêmement importants au dernier trimestre 2014. En effet, le groupe RM de Kikuni Juriste, qui contrôlait depuis novembre 2011 la majeure partie de la ZS, a connu une scission. Le 16 novembre 2014, ces divisions se sont traduites par de violents affrontements dans la ville de Lulingu et à ses abords, entre les partisans de Juriste et ceux de Kikwama et Kasosoli, qui contestaient son autorité. Ces combats se sont poursuivis jusqu'au 24 novembre 2014 et ont mené à l'affaiblissement de l'ensemble des groupes armés concurrents. Les FARDC ont alors pris le contrôle des villes de Tchonka et de Lulingu les 25 et 26 novembre 2014, les combats se poursuivant cependant jusqu'au 7 décembre. Depuis lors, l'armée congolaise a étendu son contrôle à la majeure partie de la ZS et contraint Juriste à la reddition, malgré la poursuite d'escarmouches avec des groupuscules issus de la dislocation du RM Juriste.

Du 19 au 26 décembre 2014, ACTED a mené une évaluation multisectorielle rapide visant à mesurer l'ampleur des mouvements de population ayant eu lieu durant cette période d'extrême instabilité, ainsi que l'étendue des besoins des personnes affectées. L'évaluation a couvert les axes Katchungu – Lulingu et Kaligila – Fungamukaba, comptant parmi les plus touchés par les affrontements.

Certaines parties des axes visités avaient déjà fait l'objet de bulletins d'informations similaires, suite à des déplacements populationnels massifs. L'axe entre Fungamukaba et Tchampundu avait été évalué en août 2014 suite à des incursions RM en mai 2014, tandis que l'axe Tchampundu-Kaligila-Lulingu avait été évalué en mai 2014, suivant des affrontements limitrophes entre différentes factions RM.

La méthodologie employée a reposé sur plusieurs sources d'information et de collecte de données :

- Entretiens avec les autorités locales, personnels des services de santé et d'éducation ;
- Tenue de huit groupes de discussion avec des ménages déplacés, retournés et hôtes ;
- Administration de 40 questionnaires à des ménages sélectionnés aléatoirement ;
- Recueil des prix sur les marchés de Katchungu, Luza et Tchonka.

1. Situation logistique et sécuritaire

L'axe Katchungu – Lulingu s'étend sur 45km et comporte 16 villages rassemblés au sein des Aires de Santé (AS) de Katchungu, Luza, Milenda, Tchonka et Lulingu. La population vivant sur l'axe est estimée à 49 782 habitants. Il se décompose en deux tronçons principaux, l'un long de 22km allant de Katchungu à la rivière Lugulu, difficile d'accès en voiture en raison de la dégradation de la route et pouvant être parcouru à moto en 1h30, l'autre couvrant les 23 km restant, pouvant être emprunté par tous véhicules, parcouru à moto en une heure. La jonction entre les deux tronçons est assurée par un bac opérant la traversée trois fois par jour (500FC). La principale voie d'accès dans la zone reste la



piste d'atterrissage de Tchonka, tandis qu'une deuxième piste se trouve à Katchungu mais n'est plus opérationnelle depuis 1999.

La situation sécuritaire y est relativement calme depuis la prise de contrôle par les FARDC, qui patrouillent la totalité de l'axe. Elles sont appuyées par des éléments de la Police Nationale Congolaise (PNC), basés à Katchungu, Tchonka et Lulingu. Si les axes principaux et les villes sont placées sous la protection de l'Etat, différents groupes RM issus de la dislocation du RM Juriste, notamment Kikwama, Kasosoli et Kabazimya, sont présents dans les forêts environnantes, empêchant notamment les agriculteurs de se rendre à leurs champs de peur d'être enlevés, violés ou tués. La situation demeure particulièrement volatile et pourrait rebasculer dans la violence en peu de temps.

L'axe Kaligila – Fungamukaba quant à lui s'étend sur 39,5 km et traverse 15 villages, dont la population s'élève à 11 147 habitants, tous inclus dans l'AS de Tchampundu à l'exception de Kaligila et Bilabise. L'état avancé de délabrement de la route ne permet de parcourir à moto que les 15 premiers kilomètres jusqu'à Tchampundu, en 2h30. Le tronçon Tchampundu – Fungamukaba n'est accessible qu'à pied en environ 5h de marche, faisant de cette zone l'une des plus enclavées du territoire. Aucun élément PNC ou FARDC n'est basé sur cet axe, qui n'est sécurisé que par des patrouilles militaires occasionnelles. Les populations vivent donc dans la crainte d'une prise de contrôle par les groupes RM réfugiés dans les forêts environnantes, mais aucun incident majeur n'a été signalé depuis la fin du mois de novembre 2014.

2. Mouvements de population et démographie

L'extrême instabilité qu'ont connue ces deux axes a entraîné des mouvements de population massifs et répétés, bien que souvent de courte durée. Les affrontements décrits précédemment ont ainsi entraîné le déplacement vers les forêts avoisinantes de près de 15 000 habitants de Lulingu, Tchonka et des villages environnants, à partir du 16 novembre 2014. Ces combats ont été suivis de l'assaut des FARDC, qui a contraint au déplacement 18 000 personnes vivant sur le tronçon Milenda - Lulingu entre les 25 et 27 novembre, dont une partie venait à peine d'effectuer un mouvement de retour depuis les mangenes. Bien que ce déplacement n'ait duré que quelques jours les biens des populations ont été pillés par les RM de Kikwama pendant leur retraite face aux militaires.

Situé relativement à l'écart de ces affrontements, l'axe Kaligila – Fungamukaba a également été touché par une vague de déplacement le 25 octobre 2014, lorsque les FARDC basées dans le territoire voisin de Punia ont lancé une offensive contre le groupe de Kikuni Juriste.

L'ensemble des 5 965 habitants de la partie nord du tronçon (à partir de Mizi) et des villages voisins du territoire de Punia se sont alors réfugiés à Katchungu, Milenda et Kaligila. À l'instar de ce qui s'est produit sur le tronçon Milenda - Lulingu, les RM ont pillé ces villages lors de leur retraite face à l'avancée des FARDC.

La stabilisation des deux axes depuis début décembre 2014 a convaincu la quasi-totalité des déplacés à rentrer à leur domicile. Cependant, elle a aussi encouragé près de 1 500 personnes issues des axes Katchungu – Byangama et Lulingu – Nduma, où les RM vaincus se sont réfugiés, à se déplacer dans la zone d'évaluation en prévision de futures offensives FARDC.

Au moment de l'évaluation, les axes étudiés comportaient un grand nombre de retournés ainsi qu'une proportion significative de déplacés. Conformément aux données fournies localement ainsi qu'au niveau régional (par le bureau central de la zone de santé de Lulingu), les personnes s'étant déplacées dans les mangenes à proximité des villages d'origine n'ont pas été comptabilisées comme retournées. Le tableau ci-dessous présente la répartition démographique par statut dans chacun des villages enquêtés :

Tableau 1 – Démographie des principaux villages enquêtés (nombre de personnes)

Localité	Déplacé	Absent	Retourné	Hôte	Total
Kaligila	414	150	10	1 309	1 883
Tchampundu	-	-	191	800	991
Localité	-	-	917	-	917

Localité	Déplacé	Absent	Retourné	Hôte	Total
Katchungu	414	360	1 000	5 002	6 776
Lulingu	600	96	1 200	8 706	10 602
Luza	18	18	440	2 050	2 526
Milenda	18	18	1 276	2 010	3 322
Tchonka	438	102	1 300	7 103	8 943

En moyenne, on constate que près de 30% de la population de l'axe Kaligila – Fungamukaba est composée de retournés et 11% de déplacés. Quant à l'axe Katchungu – Lulingu, on y dénombre 16% de retournés et 5% de déplacés. En incluant les personnes s'étant réfugiées pour de courtes durées dans les mangenes, les pourcentages de retournés seraient considérablement plus élevés. Le faible nombre de ménages absents car encore en déplacement prouve que le mouvement de retour est aujourd'hui presque terminé.

II. Profil Socio-économique



1. Agriculture

Interrogées sur les principales activités pratiquées dans la zone, les populations réunies en groupe de discussion ont affirmé que plus de 80% de la population pratique l'agriculture, les autres activités représentées étant le petit commerce, l'élevage, la pisciculture, le travail minier et le travail journalier.

L'accès à la terre ne semble pas problématique, que ce soit pour les populations hôtes, les retournés et les déplacés. Les superficies exploitées moyennes sont comprises entre 25 et 75 ares et les spéculations les plus cultivées, par ordre décroissant, sont le manioc, le riz, le haricot, le maïs, l'arachide, et les bananes. En temps normal, les populations déclarent destiner en moyenne 22% de leur production à la vente et 11% au stockage de semences en vue de la prochaine saison. Cependant, l'instabilité et les nombreux déplacements qu'a connus la zone au cours de la période d'entretien des cultures, ainsi que les pillages et les difficultés d'accéder aux champs, ont considérablement réduit la production de la saison précédente tout comme les débouchés de vente. En conséquence, les ménages enquêtés déclarent consommer la majeure partie de leur récolte, et pour certains les semences destinées à la prochaine saison.

Le maraîchage est peu pratiqué dans la zone, jamais plus de 30% des ménages d'un même village déclarant s'y adonner. Les cultures les plus pratiquées sont la tomate, l'amarante et les épinards. Le maraîchage constitue une source de revenu complémentaire plutôt qu'une activité de subsistance pour les ménages le pratiquant, dans la mesure où plus de 60% de la production est destinée à la vente. Cependant, les rendements sont faibles en raison de pratiques agricoles et d'outils inadaptés, et de la difficulté à trouver des semences de qualité.

Bien que les ménages déplacés aient accès à la terre, ils rencontrent des difficultés d'accès aux intrants et outils nécessaires, qui sont devenus rares dans la zone suite à l'instabilité des derniers mois. De plus, la plupart des déplacés anticipent un retour rapide dans leurs villages d'origine. Pour ces deux raisons, seuls 30% des déplacés pratiquent l'agriculture et les autres effectuent des travaux journaliers (transport de marchandise et travail dans le champ d'un tiers notamment), générant des revenus rapides mais moins durables que ceux de l'agriculture.

2. Elevage et Pisciculture

L'élevage de petit bétail, en particulier poules et chèvres, ainsi que la pisciculture, sont pratiqués par environ 20% de la population. Ces activités ont cependant été particulièrement handicapées par les récents conflits qu'ont connus ces zones puisque le bétail et les poissons font partie des biens les plus pillés par les différents

groupes armés. En dehors des épisodes de pillages, les habitants rapportent que les groupes RM exigeaient régulièrement une ration alimentaire composée de viande ou de poisson des personnes pratiquant ces activités.

Outre ces difficultés conjoncturelles, la productivité de ces activités s'avère fortement réduite par la méconnaissance des techniques adaptées, que ce soit pour l'élevage du bétail ou pour l'entretien des étangs piscicoles. De plus, l'absence de produits vétérinaires dans la zone expose fortement les animaux aux épidémies.

3. Infrastructures commerciales

L'axe Katchungu – Lulingu compte trois marchés permanents, situés à Katchungu, Tchonka et Lulingu. Ces trois marchés proposent des prix homogènes entre eux mais considérablement plus élevés qu'à Shabunda Centre. Les denrées proposées sont importées de Bukavu dans le cas des poissons salés et des produits manufacturés (huile, savon, boîtes de sardines, concentré de tomate etc.). De nombreux produits de première nécessité, tels que les outils aratoires et les semences agricoles, ainsi que les produits médicaux de base, s'avèrent indisponibles ou extrêmement rares.

De plus, l'instabilité qu'a connue la zone a entraîné une contraction de l'offre en produit agricole locaux, à la fois en raison de la faiblesse des récoltes et de l'impossibilité de certains producteurs à atteindre les marchés. En conséquence, une inflation significative a été observée au cours des trois derniers mois sur les produits alimentaires de base. À titre d'exemple, le haricot a connu une augmentation de 50% en trois mois sur les trois marchés tandis que le prix des bananes plantain et du poisson frais y a doublé. De même, les feuilles de manioc ont connu un doublement de leur prix sur les marchés de Katchungu et Tchonka. Le prix du riz a également fluctué de manière significative, son cours s'appréciant de 20% à 100% selon les marchés. Cette inflation est particulièrement préoccupante puisqu'elle touche spécifiquement les denrées alimentaires de base des ménages les plus vulnérables.

La situation est plus préoccupante encore sur l'axe Kaligila – Fungamukaba où n'existe aucun marché permanent. La population se rend donc parfois au marché hebdomadaire de Tchampundu, mais principalement au marché de Tchonka, malgré certaines craintes sécuritaires liées au déplacement. La plupart des échanges commerciaux sur l'axe est assurée par de petits commerces, qui s'approvisionnent surtout à Tchonka. Ces établissements ne disposent que de stocks très limités ne permettant pas de répondre à l'ensemble des besoins de la population, et ils rapportent tous connaître des difficultés d'approvisionnement.



III. Besoins sectoriels

1. Sécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire constitue la principale préoccupation des ménages vivant sur les deux axes étudiés. En effet, l'impact combiné de l'instabilité des mois précédents sur les moyens de subsistances des ménages et l'inflation a conduit à une forte diminution du pouvoir d'achat. De plus, le pillage des récoltes et du bétail a fortement réduit les stocks disponibles, tandis que le vol des outils aratoires et des semences impacte fortement les perspectives de production de la saison en cours et de la suivante. Bien que la zone d'évaluation connaisse actuellement une relative accalmie, les agriculteurs craignent encore de se rendre à leurs champs en raison de la présence d'éléments RM présents en dehors des axes principaux.

Lors des groupes de discussions, les personnes enquêtées ont affirmé être contraintes d'utiliser des stratégies d'adaptation néfastes à moyen et long terme. En particulier, les personnes disposant de stocks de semences les ont consommés, hypothéquant fortement leur capacité de production pour la prochaine saison. De même, la plupart des participants aux groupes de discussion ont expliqué devoir restreindre leur nombre de repas par jour, ainsi que la variété de leur alimentation. Enfin, et de manière inquiétante, de nombreux ménages retournés n'envoient plus leurs enfants à l'école afin de dégager suffisamment de fonds pour subvenir à leur besoins alimentaires, et 83% des personnes enquêtées déclarent avoir dû contracter une dette au cours du mois précédent l'évaluation, s'élevant en moyenne à 5 400 FC et 5 kilos de céréales ou manioc par membre de ménage.

Ces différents éléments sont particulièrement inquiétants. En effet, la conjonction de la perte des stocks alimentaires, la réduction des moyens de productions, l'inflation des denrées de base et la diminution de la résilience des populations semblent constituer le terreau d'une crise alimentaire d'envergure.

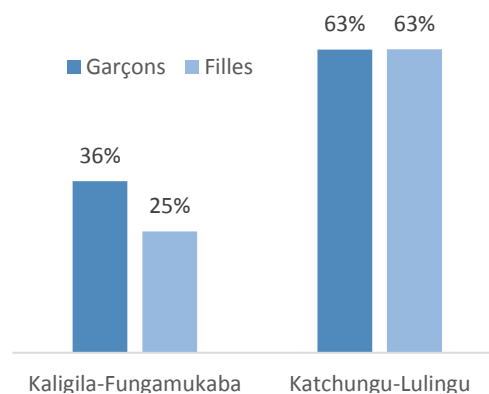
2. Éducation

La zone d'évaluation connaît une vulnérabilité structurelle en termes d'éducation, notamment au regard du faible nombre d'écoles et de leur sous-équipement. Cependant, les affrontements et les nombreux mouvements de population qui ont eu lieu sur les deux axes ont fortement aggravé ces carences.

Sur l'axe Kaligila – Fungamukaba, on ne dénombre que trois écoles primaires, à Kaligila, Tchampundu et Localité. Cette dernière école, déjà affectée en mai 2014, n'avait rouvert ses portes que pour quelques semaines en septembre et octobre avant sa nouvelle fermeture. Les deux écoles restantes n'accueillent que 461 élèves, soit

seulement 31% du nombre total estimé d'enfants en âge scolaire. De plus, les conditions d'enseignement présentent de nombreuses lacunes dans la mesure où ces écoles sont construites en matériaux non durables, contraignant les professeurs à interrompre les cours en cas d'intempéries, et ne disposent ni de pupitre ni de banc. Enfin, leur situation sanitaire est préoccupante puisqu'elles ne disposent pas de points d'eau, de latrines, ou de fosses à ordures, faisant peser des risques sur la santé des élèves. L'enseignement secondaire est pris en charge par un collège accueillant 109 élèves, et souffre des mêmes vulnérabilités que les écoles primaires de l'axe.

La situation de l'enseignement est légèrement meilleure sur l'axe Katchungu – Lulingu, où UNICEF offre un appui dans certaines écoles, et où sont présentes 49 écoles (dont 21 écoles primaires) qui accueillent 7 725 élèves (dont 5 679 d'âge primaire). L'état des infrastructures s'avère cependant similaire à celui observé sur l'axe Kaligila – Fungamukaba puisque 75% des bâtiments sont construits en matériau non durables et manquent de bancs, de manuels et de tableaux. Seuls 9 établissements disposent de latrines, tandis qu'aucun n'a de point d'eau ou de fosse à ordures à disposition. Le taux de scolarisation primaire atteint 63%, taux présenté pour les deux axes désagrégé par genre, sur la figure suivante ;



Parmi les personnes enquêtées, 24% des retournés et 40% des déplacés ont déclaré que leurs enfants ont été déscolarisés lors de leur déplacement, et que la perte de leurs sources de revenus entravait désormais le retour de leurs enfants à l'école. 50% des parents dont les enfants vont à l'école déclarent que le trajet pour se rendre à l'école n'est pas sûr.

3. Santé

L'accès aux services de santé est assuré par un Centre de Santé (CS) à Tchampundu sur l'axe Kaligila – Fungamukaba, et cinq CS sur l'autre axe, dans les localités de Katchungu, Tchonka, Luza, Lulingu et Milenda, tandis que l'hôpital de référence est à Lulingu.



Ces structures ont été appuyées dans la réalisation, de latrines, de fosses à ordures et d'incinérateur à placenta, cependant, aucun ne dispose de point d'eau. Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) et People In Need (PIN) appuient ces établissements en facilitant leur approvisionnement en médicaments et fournitures médicales. Cependant, les directeurs de chacune de ces structures ont déclaré que leur approvisionnement reste problématique, et que les ruptures de stocks sont fréquentes.

L'équipe d'évaluation a pu obtenir la liste des principales causes de consultation au cours des trois derniers mois. Ces dernières montrent qu'au cours de cette période, 8% de la population s'est rendue dans un centre de santé en raison du paludisme, 4% pour une Infection Respiratoire Aiguë et 2% souffrant de diarrhées. Ces pourcentages sont relativement stables dans toutes les localités, à l'exception de Katchungu, où la prévalence du Paludisme est de 16% et à Tchampundu, où la prévalence des diarrhées est deux fois supérieure à la moyenne de la zone d'évaluation. Cette dernière observation est la cause directe de l'absence de couverture en eau potable sur l'axe Kaligila – Fungamukaba (voir section Eau Hygiène et Assainissement ci-dessous).

4. Articles ménagers essentiels

Les ménages enquêtés souffrent d'un très fort déficit en articles ménagers essentiels (AME), en raison des nombreux pillages et extorsions perpétrés au cours des affrontements qui se sont déroulés d'octobre à décembre 2014. En effet, le score AME moyen s'élève à 4,2 sur l'axe Katchungu – Lulingu et à 4,4 sur l'axe Kaligila – Fungamukaba, soit largement au-dessus du seuil d'alerte, fixé à 3,7 par le RRMP.

En particulier, les ménages enquêtés manquent d'outils aratoires (seuls 13% des ménages enquêtés en possédaient au moins un), d'ustensiles de cuisines et de contenants destinés au puisage, transport et stockage de l'eau. Ces carences précises sont d'autant plus inquiétante qu'elles sont de natures à renforcer la vulnérabilité des populations, en impactant la productivité agricole d'une part et en favorisant la propagation des maladies hydriques d'autre part.

5. Eau, Hygiène et Assainissement

Seuls sept points d'eau fonctionnels ont été recensés sur la zone, ce qui contraint la majorité de la population à puiser de l'eau de rivière ou de sources non protégées, voire même de mares. Seuls les villages de Lulingu, Katchungu et Tchonka bénéficient d'une adduction d'eau, tandis que la ville de Milenda dispose d'un puits et d'une source aménagée. La population de Tchampundu et Luza indique avoir eu accès à des sources d'eau protégées, mais ces dernières ne sont plus fonctionnelles, les personnes chargées de leur entretien ayant renoncé à s'y rendre en

raison de la grande insécurité prévalant dans la zone. De même près de 20% des personnes enquêtées déclarent se sentir menacées lorsqu'elles vont puiser leur eau. Aucun point d'eau fonctionnel n'est présent sur l'ensemble de l'axe Kaligila – Fungamukaba, contraignant les 11 147 habitants à consommer une eau potentiellement contaminée.

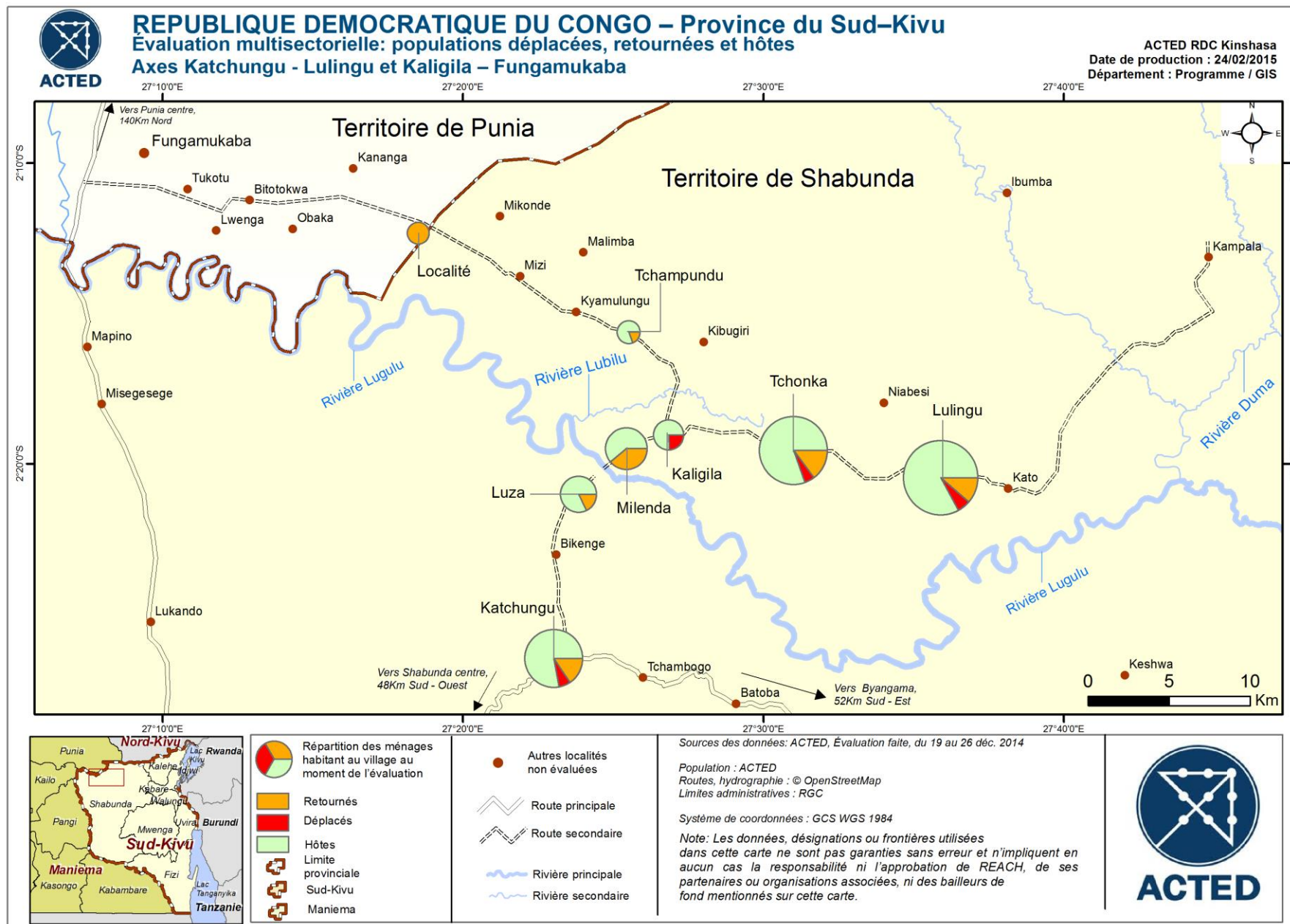
Cette situation est d'autant plus préoccupante que les pratiques de la population en matière d'hygiène sont défectueuses. En effet, bien que 87% des personnes enquêtées déclarent se laver les mains avant de manger, elles n'utilisent pas de savon et seules 2% d'entre elles lavent leur main en sortant des latrines ou avant de cuisiner. De même, aucun répondant n'a déclaré disposer de latrines hygiéniques ou de trous à ordures.

Le très faible accès à l'eau potable et à l'assainissement combiné à des pratiques d'hygiène insuffisantes impacte fortement la santé de la population et en particulier celle des enfants. Selon les déclarations de leurs parents, 50% des enfants de moins de 5 ans auraient souffert de diarrhées au cours du mois précédant l'évaluation, proportion dépassant le seuil d'alerte fixé à 45%.

IV. Perspectives

Les deux axes enquêtés ont connu des mouvements de populations massifs et l'évaluation a révélé d'importantes vulnérabilités multisectorielles, à la fois structurelles et dues aux mouvements récents, dans l'ensemble des domaines clefs. Interrogés sur leurs besoins prioritaires, les populations des deux axes placent une assistance en nourriture en tête de leurs souhaits, cet élément étant cité en premier par 93% des personnes enquêtées. La population des axes évalués exprime également une forte demande d'appui à l'accès aux soins médicaux, puisqu'il s'agit de l'élément placé en deuxième position par 70% des répondants. Cet élément est corroboré par le très fort décalage entre le taux de diarrhées des enfants de moins de 5 ans et le nombre de consultations pour ce motif.

Outre les besoins exprimés par les populations elles-mêmes, les pillages et déplacements répétés qui ont affecté les communautés enquêtées ont considérablement impacté leur résilience. En particulier, le manque d'outils aratoires et de semences entrave la production agricole. De même, la pénurie d'articles ménagers essentiels et de produits d'hygiène est particulièrement inquiétante dans un contexte de très faible accès à l'eau potable. Les interventions visant à répondre à ces vulnérabilités semblent donc particulièrement recommandées, et permettraient d'intervenir sur les causes des besoins en nourriture et en santé exprimés par les populations.



Réalisé avec le soutien financier et technique de la DG ECHO

COMMISSION EUROPÉENNE



Aide humanitaire

Pour plus de détails :

Souleymane CISSOKO

Coordinateur de Zone, Sud Kivu
Bukavu, ACTED en RDC

souleymane.cissoko@acted.org

Benjamin MARTIN

Chargé du Développement de Projets
Bukavu, ACTED en RDC

benjamin.martin@acted.org